

## **MARCHÉ DE TRAVAUX**

**Réalisation d'aménagements d'hydraulique douce  
et de réhabilitation et création de mares sur le bassin  
versant de l'Arques**

### **Règlement de la Consultation (R.C.)**

**Accord-cadre à bons de commandes selon une procédure adaptée**  
en application des articles L. 2123-1 et L.2125-1 du Code de la commande  
publique (issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret  
n° 2018-1075 du 3 décembre 2018)

**Date et heure limite de remise des offres :**

**Mercredi 7 septembre 2022 à 12 h 00**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 -</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
1.1 -	OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2 -	MODE DE CONSULTATION.....	3
1.3 -	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION.....	3
<b>ARTICLE 2 -</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
2.1 -	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	3
2.2 -	FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT .....	3
2.3 -	VARIANTES.....	3
2.4 -	DEVELOPPEMENT DURABLE.....	4
2.5 -	DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DCE.....	4
<b>ARTICLE 3 -</b>	<b>LES INTERVENANTS.....</b>	<b>4</b>
3.1 -	MAITRISE D'ŒUVRE.....	4
3.2 -	MAITRE D'OUVRAGE.....	4
<b>ARTICLE 4 -</b>	<b>CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT .....</b>	<b>4</b>
4.1 -	DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION .....	4
4.2 -	MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT .....	4
<b>ARTICLE 5 -</b>	<b>CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 -</b>	<b>PRESENTATION DES OFFRES .....</b>	<b>5</b>
6.1 -	DOCUMENTS A PRODUIRE.....	5
6.1.1	<i>Pièces de la candidature.....</i>	5
6.1.2	<i>Pièces de l'offre.....</i>	5
<b>ARTICLE 7 -</b>	<b>CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....</b>	<b>6</b>
7.1 -	TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER .....	6
7.2 -	TRANSMISSION ELECTRONIQUE .....	6
<b>ARTICLE 8 -</b>	<b>EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
8.1 -	SELECTION DES CANDIDATURES.....	7
8.2 -	ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	8
8.2.1	<i>Méthode de pondération.....</i>	8
8.3 -	SUITE A DONNER A LA CONSULTATION .....	9
<b>ARTICLE 9 -</b>	<b>RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>9</b>
9.1 -	ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT .....	9
9.2 -	VOIES ET DELAIS DE RECOURS .....	10

## **Article 1 - Objet de la consultation – Dispositions générales**

### **1.1 - *OBJET DU MARCHE***

Le présent marché concerne le choix d'un prestataire pour réaliser des travaux d'aménagements d'hydraulique douce dans les secteurs sensibles du territoire ainsi que des travaux de réhabilitation et création de mares communales et privées sur l'ensemble du bassin versant de l'Arques dans un objectif de reconquête de la biodiversité du territoire.

Les principaux travaux consisteront à :

- permettre la sédimentation des particules de terre arrivant à proximité de l'aménagement ;
- permettre d'accroître l'infiltration du flux d'eau arrivant à l'aménagement ;
- lutter contre les problématiques d'inondations, coulées boueuses sur voiries ;
- préserver la biodiversité du territoire en créant des éléments paysagers participant à l'amélioration des corridors écologiques (trames vertes et bleues) ;
- participer à la protection de la ressource en eau.

Ces travaux sont de type haies, fascines, noues, mares, fossés, bandes enherbées, talus...

### **1.2 - *MODE DE CONSULTATION***

Il s'agit d'un marché de travaux passé en application des articles L. 2123-1 du Code de la commande publique (issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018).

Au regard des prestations à mener, le pouvoir adjudicateur a décidé d'avoir recours à un accord cadre (article R2162 du code de la commande publique).

Au regard des capacités de définition des travaux à mener, selon les arrêtés de subvention susceptibles d'être obtenus, il est retenu, au titre de l'article R2162-4,2° de ne fixer qu'un montant maximum en valeur.

Il s'agit d'un marché dit "**accord-cadre à bons de commande**" de travaux, à **procédure adaptée** avec un **montant maximum de 300 000 € HT/an**.

Le marché est considéré d'une durée minimale de 1 an, renouvelable 3 fois.

### **1.3 - *DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION***

Le présent marché ne sera pas alloti.

Le pouvoir adjudicateur décide de passer un marché global avec le candidat retenu pour le(s) motif(s) suivant(s) : l'objet de l'accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## **Article 2 - Conditions de la consultation**

### **2.1 - *DELAI DE VALIDITE DES OFFRES***

Le délai de validité des offres est fixé à 60 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### **2.2 - *FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT***

Après attribution du marché à un groupement, le pouvoir adjudicateur impose la forme d'un groupement solidaire.

### **2.3 - *VARIANTES***

Aucune variante n'est autorisée.

## **2.4 - DEVELOPPEMENT DURABLE**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## **2.5 - DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DCE**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 3 - Les intervenants**

### **3.1 - MAITRISE D'ŒUVRE**

Il n'y a pas de maître d'œuvre pour ces opérations. Le prestataire travaillera en direct avec le maître d'ouvrage qui assurera les missions de maîtrise d'œuvre.

### **3.2 - MAITRE D'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage est le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arques

**SMBV de l'Arques  
7, rue du Général Leclerc  
BP 40  
76270 NEUFCHATEL-EN-BRAY**

## **Article 4 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION**

La durée du contrat et les délais sont fixées au CCAP.

### **4.2 - MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Le financement du marché s'effectue par les ressources propres du syndicat et les subventions de partenaires (Agence de l'Eau Seine-Normandie, Département de la Seine-Maritime ou Région Normandie, ...).

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## **Article 5 - Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Le DCE peut être téléchargé par voie électronique sur la plate-forme : <http://www.klekoon.com>.

## **Article 6 - Présentation des offres**

Les documents à produire seront entièrement rédigés en langue française et exprimés en EURO. Si les documents des candidats sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans le pli. Aucune signature des documents n'est requise à ce stade.

### **6.1 - *DOCUMENTS A PRODUIRE***

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

#### **6.1.1 Pièces de la candidature**

##### ***a) Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :***

- La lettre de candidature, formulaire DC1 ou document équivalent. Elle indiquera si le candidat se présente seul ou en groupement. En cas de groupement, il peut être fourni :
  - une lettre de candidature commune à l'ensemble des membres du groupement. Dans ce cas, il y sera précisé la forme du groupement (conjoint ou solidaire), l'identité du mandataire et l'étendue de ses pouvoirs.
  - Une lettre de candidature propre à chaque membre du groupement. Dans ce cas, il y sera précisé la forme du groupement (conjoint ou solidaire), l'identité du mandataire et l'étendue de ses pouvoirs.
- La déclaration du candidat (DC2)
- Une attestation sur l'honneur du candidat conformément aux articles R2143-3 du code de la commande publique et est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (Formulaire DC1 ou équivalent).

##### ***b) Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :***

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

##### ***c) Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :***

- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (indiquant le montant, l'époque, le lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)

#### **6.1.2 Pièces de l'offre**

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe éventuelle en cas de cotraitance,
- Le CCAP à dater et à signer sans modification,
- Le CCTP, à dater et à signer sans modification,

- Le cadre du bordereau des prix unitaires (BPU) complété,
- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat avec notamment les informations suivantes :
  - Des indications concernant la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants
  - Les mesures prises pour le respect de la sécurité durant le chantier
  - les moyens humains mis en œuvre pour l'exécution du marché (effectif, noms d'un référent, titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation envisagée
  - les moyens matériels mis en œuvre pour l'exécution du marché (matériels utilisés)
  - les délais d'exécution des travaux
  - la méthodologie mise en place pour réaliser les différents aménagements
  - toutes autres informations que le prestataire jugera utiles
- L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt (formulaire DC4). Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **Article 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### **7.1 - TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER**

Les candidats transmettent leur proposition sous pli cacheté portant la mention :

**« Marché de travaux - Réalisation d'aménagements d'hydraulique douce et de réhabilitation et création de mares sur le bassin versant de l'Arques »**

**Marché public : NE PAS OUVRIR**

Ce pli doit contenir les pièces définies au présent règlement de la consultation. Il devra être remis contre récépissé ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception ou à défaut, par tous moyens permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception et d'en garantir leur confidentialité, à l'adresse suivante :

**Monsieur le Président**  
**Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arques et des bassins versants côtiers adjacents**  
**7, Rue du Général Leclerc**  
**BP 40**  
**76270 NEUFCHÂTEL-EN-BRAY**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après les date et heure limites précitées (page de garde du présent règlement) ainsi que remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

### **7.2 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE**

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie papier mais accepte les plis adressés par voie électronique par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.klekoon.com>

En revanche, la transmission unique des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir les pièces demandées au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .pdf, .doc, .xls,

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

## **Article 8 - Examen des candidatures et des offres**

### **8.1 - *SELECTION DES CANDIDATURES***

Avant de procéder à l'examen des offres, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

A l'issue de l'analyse du contenu des candidatures, ne seront pas admis :

- Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions de l'article 2143-3
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces administratives de candidatures demandées dans le présent règlement

- Les candidatures qui ne justifient pas de capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard de l'objet du marché

## **8.2 - ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE**

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

### **8.2.1 Méthode de pondération**

La commission des marchés publics du syndicat examinera l'offre de base des candidats.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par la commission des marchés publics.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
1) Valeur technique	60
Méthodologie mise en œuvre pour la réalisation de la mission	30
Moyens matériels et humains mis à disposition	15
Démarche respect de l'environnement, hygiène et sécurité	10
Qualité, choix des matériaux utilisés	5
2) Prix des prestations	40

## **➡ La qualité technique s'apprécie au regard du mémoire réalisé par le prestataire et des sous-critères détaillés ci-dessous.**

### **➤ » Sous critère 1 : Méthodologie mise en œuvre pour la réalisation de la mission (30 points):**

Ce critère permet d'évaluer la bonne compréhension de la mission et les méthodes employées pour mener à bien la réalisation des divers aménagements proposés. Seront notamment regardés les procédés d'exécution envisagés évalués à partir du mémoire méthodologique et de son adéquation avec le CCTP (méthodologie utilisée au regard des contraintes et exigences du territoire, concordance de la proposition avec les besoins du SMBV de l'Arques, ...) et des références du prestataire dans le domaine d'activités susvisé.

### **➤ » Sous critère 2 : Moyens matériels et humains mis à disposition (15 points):**

Basés sur une liste des outils disponibles et sur les CV fournis, le candidat devra présenter la spécialisation du responsable du chantier et de l'équipe dans les domaines visés par le présent marché (réalisation d'aménagement d'hydraulique douce).

### **➤ » Sous critère 3 : Démarche respect de l'environnement, hygiène et sécurité (10 points) :**

- Le candidat devra également indiquer les mesures qu'il compte prendre pour limiter les nuisances et la pollution (bruit, propreté, stockage et enlèvement des déchets, rejet des effluents, huiles utilisées, carburants) (5 points)
- Le candidat devra prendre en compte les mesures envisagées pour assurer l'hygiène et la sécurité des travaux conformément à la réglementation en vigueur, et en particulier, le dispositif de sécurité qu'il mettra en place lors des travaux (5 points)

### **➤ » Sous critère 4 : Qualité choix des matériaux utilisés (5 points) :**



Sera notamment évalué, la provenance et les caractéristiques des matériaux utilisés.

## ➡ Le prix s'apprécie comme suit :

**Note = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre examinée) x 40**

La commission d'appel d'offres ou la personne responsable du marché se réserve le droit d'exclure toute offre qu'il estimera anormalement basse, notamment au regard de son estimation.

### **8.3 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations, par phases successives, avec tous les candidats sélectionnés.

Lors de l'analyse, la collectivité se réserve la possibilité de demander des précisions aux candidats sur la teneur de leurs offres, si elle le juge nécessaire. Elle pourra également décider, si elle l'estime opportun, de négocier avec les entreprises dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats et de transparence. Les candidats ayant proposé une offre irrégulière ou inacceptable seront invités à la régulariser lors de la négociation. Aucune négociation ne sera menée avec une entreprise ayant proposé une offre arrivée hors délai ou inappropriée. La négociation se fera par écrit, et sera, éventuellement, précédée d'un entretien avec les candidats. L'offre négociée devra être transmise par le candidat avant une date limite fixée par la collectivité dans le courrier de négociation pour être prise en compte. A défaut de réception de l'offre négociée dans les délais, seule la dernière offre recevable remise sera prise en compte pour l'analyse.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre produit :

- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- un extrait K, K bis, D1 ou document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence d'exclusion
- en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés
- l'acte d'engagement de l'accord-cadre signé

Si le candidat ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat est éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires.

Cette procédure sera reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont irrecevables.

Les documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **Article 9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Arques et des bassins versants côtiers adjacents  
7, rue du Général Leclerc  
76270 NEUFCHÂTEL-EN-BRAY

Les candidats peuvent faire leur demande par courriel à l'adresse suivante : [infos@bvarques.fr](mailto:infos@bvarques.fr)

Une réponse écrite sera alors adressée au plus tard dans un délai maximum de 10 jours avant la date de réception des offres à toutes les entreprises ayant été destinataires du dossier.

## **9.2 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le tribunal territorialement compétent est le

**Tribunal Administratif de Rouen**  
**53, avenue Gustave Flaubert**  
**76000 Rouen**  
**Téléphone : 02 32 08 12 70**  
**Télécopie : 02 32 08 12 71**  
**Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr**

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.